

# Quel avenir pour l'éducation ? De quoi rêvez-vous ?

BOSCO MÉNARD  
AMANDINE RIOU  
SAMUEL BÉGUIN  
ASTRID BARTHÉLEMY  
THÉOPHILE GRZYBOWSKI

PIERRE-YVES STUCKI<sup>1</sup> : Nous avons souhaité laisser la parole aux jeunes générations et nous leur avons demandé de se présenter et de répondre à ces questions : quelles attentes, quelle vision avez-vous de l'éducation ? Qu'est-ce qui vous fait rêver ?

**BOSCO MÉNARD** : Je suis enseignant en lycée technologique à Bobigny. Selon moi, ce qui manque le plus à l'éducation, c'est le temps. On a urgemment besoin de prendre le temps, surtout pour trois différents types d'acteurs concernés par l'éducation. Les premiers, par ordre d'importance croissante, ceux pour qui c'est le plus simple, ce sont les bénévoles et les professionnels de l'éducation. De multiples idées ont été énoncées pour faire entrer les associations dans l'école, pour valoriser les travaux des enseignants qui s'investissent dans des clubs de jardinerie, de musique, de théâtre, au sein de leur lycée, souvent bénévolement. Je pensais qu'il y avait consensus à ce sujet, j'ai compris que certains veulent vraiment sanctuariser l'école.

Les deuxièmes acteurs sont les parents. Il faut redonner du temps aux parents pour élever leurs enfants. J'ai demandé à mes élèves de 1<sup>ère</sup> leur avis sur ce qu'il faudrait changer. Après avoir proposé de supprimer l'école, puis d'éduquer les professeurs, ils ont parlé d'un problème que beaucoup d'entre eux rencontrent : un manque de présence parentale, surtout ceux qui ont des horaires décalés, vigiles, caissiers, pro-

<sup>1</sup> Pierre-Yves Stucki, vice-président des Semaines sociales de France, présidait la séance.

fessions de santé, personnel de ménage. Je pense que nous avons une responsabilité collective par rapport à ces métiers. Nous faisons attention à ce que nous consommons, nous pourrions faire attention à qui nous rend service et à quelle heure, et permettre à ces gens de retourner auprès de leur famille.

Enfin, troisièmes acteurs, les enfants à qui il faut redonner du temps. Je vais utiliser une métaphore : les programmes qu'on nous propose sont fondés sur l'espoir que les enfants, comme les plantes, croissent tous les ans à la même vitesse. Les plantes, en fait, poussent en fonction de la profondeur de leurs racines, de leur ensoleillement. Or, nous n'avons aucune idée de la profondeur des racines de nos élèves, ni de l'ensoleillement dans leur famille. Il est vain d'espérer qu'ils poussent au même rythme. Il faut proposer des moyens de moduler les temps scolaires, ce que font naturellement beaucoup de professeurs quand ils le peuvent, en proposant des temps d'accompagnement, en s'organisant avec d'autres professeurs pour leur confier des élèves auxquels il manque des bases. Cela devrait être plus institutionnalisé, plus réfléchi et permettre ainsi une école qui s'adapte au rythme de l'enfant plutôt que de lui imposer un rythme programmatique.

**AMANDINE RIOU** : Je suis représentante du MRJC<sup>1</sup> Franche-Comté et étudiante à Sciences Po. Ce qui me questionne, c'est la cohérence du programme éducatif. Au MRJC, nous avons un « rapport d'orientation » où nous définissons clairement notre objectif et ce que nous voulons inculquer à travers nos projets d'éducation populaire, ce que nous voulons essayer de faire partager aux jeunes. Je ne vois pas de mécanisme dans l'éducation qui nous permette d'avoir un véritable engagement et de dire où nous voulons emmener la jeunesse. Notre objectif, avec l'éducation populaire, est de former une société où les jeunes pourraient avoir une place, construire une action, s'engager politiquement ou socialement, où, avant tout, se sentir bien et se sentir acteur plus qu'observateur. On considère trop souvent les jeunes comme des observateurs et non comme des acteurs. On veut former une jeunesse citoyenne avec l'enseignement moral et civique, mais on ne nous permet pas de nous positionner concrètement sur des sujets. Le débat est quasiment absent dans les écoles, on ne nous donne pas l'occasion de nous exprimer, de nous confronter à différents points de vue sur des sujets de société qui nous concernent tous. On nous donne des leçons qu'on nous demande de restituer par écrit, mais on ne nous demande pas de réfléchir. En classe de philosophie, par exemple, on devrait laisser plus de place à la réflexion, nous laisser exprimer notre point de vue, ce qui nous permettrait de nous connaître et de nous positionner une fois dans la vie active. L'école est le reflet de la place accordée à la jeunesse, car on essaye d'éduquer un peuple pour qu'il exerce sa citoyenneté sans en tenir compte ensuite. J'ai participé à la Journée de la jeunesse lors de laquelle on nous a demandé d'émettre des propositions que nous considérons importantes

---

<sup>1</sup> Mouvement rural de jeunesse chrétienne.

pour la jeunesse. À chaque étape, on nous demandait d'éliminer des propositions pour n'en retenir finalement que trois, alors qu'elles étaient toutes importantes pour nous. Pourquoi nous donner la parole si c'est pour ne pas nous écouter au final ? Nous demandons à être écoutés.

D'autre part, je viens d'une zone rurale où l'école pourrait être mieux exploitée au niveau local afin de faire revivre des zones de campagne un peu délaissées. Avec le maillage des écoles, les enfants sont envoyés dans les villes avec des écoles de plus en plus grandes sous prétexte de réunir les moyens et leur permettre de mieux étudier. Ils sont soumis à des temps de trajet importants qui peuvent perturber leur rythme. Rassembler les enfants dans les villages créerait de la solidarité, les enseignants s'occupent mieux des enfants quand ils ont de petits effectifs. Il y a des actions à faire avec le local, par exemple avec les personnes âgées qui aimeraient transmettre leur expérience, faire des actions avec eux. C'est dans le partage et l'échange que l'on peut éduquer quelqu'un, lui apprendre la solidarité et le respect.

**SAMUEL BÉGUIN** : J'ai 19 ans et j'étudie le design graphique à Paris. Cette présentation est assez classique, mais elle ne me correspond pas, et c'est ce dont je voulais vous parler ce soir. Je suis membre des Scouts et Guides de France et, l'été dernier, je suis parti aux Philippines pour construire des lampes solaires avec l'association *Liter of light*. J'ai construit ce projet avec mon équipe : six jeunes de 18 à 20 ans, en autonomie. En montant ce projet, j'ai appris à travailler en équipe, à gérer des conflits, à chercher des fonds, à gérer un projet, mais ces compétences ne sont pas prises en compte parce qu'elles ne sont pas validées par un diplôme. L'éducation a beaucoup à gagner en valorisant ce qu'est une personne dans sa globalité. Cela peut permettre à certains exclus du système scolaire de se sentir valorisés et intégrés. Ces activités qui permettent d'acquérir des compétences et de mieux se connaître doivent être reconnues et valorisées. Il faut un soutien et un cadre adapté pour permettre aux élèves d'avoir des pratiques variées et d'acquérir de l'expérience dans des domaines hors cursus scolaire. Cela passe par la mise en valeur d'acteurs de la société, associatifs, institutionnels ou professionnels, et par la création d'un accompagnement pour aider les jeunes à s'engager et à monter des projets. Il faut apprendre aux jeunes à lier leurs expériences et leurs compétences de façon à mettre en valeur ce qu'ils font et à les aider à comprendre qui ils sont, ce qui passe par la confiance et la responsabilisation. Il faut responsabiliser les jeunes, car c'est ainsi qu'on développe la confiance en soi et qu'on leur permet d'oser et de s'affirmer. Il faut les rendre acteurs de ce qu'ils vivent au quotidien, les impliquer dans les décisions, leur permettre d'être écoutés à l'échelle qu'ils peuvent appréhender – au niveau d'une classe en proposant à des élèves d'en aider d'autres, ou à un niveau un peu plus large, comme un collège ou un lycée où l'on devrait impliquer les élèves dans des processus de décision et pas seulement de consultation. Outre la confiance en soi, cela développe l'esprit critique,

un sentiment d'écoute, d'utilité, ce qui entraîne un bénéfice à la fois commun et individuel. Cela permet d'éduquer des jeunes qui osent, qui montent des projets et en ressortent enrichis et grandis. On pourrait se dire que ce sont des projets qui ne tiennent pas forcément la route, mais on a de nombreux exemples ici comme le MRJC ou Coexister, entièrement menés par des jeunes de moins de 35 ans. En impliquant et en faisant confiance, on peut faire comprendre que notre parole compte, qu'elle peut avoir un impact, peu importe notre âge, et ce en tant qu'acteur.

**ASTRID BARTHÉLEMY** : J'ai 28 ans et je suis l'ancienne déléguée générale du Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD), engagée dans l'enseignement supérieur sur les questions d'éducation populaire, d'environnement et de développement durable.

Quand on parle d'éducation, on oublie un peu l'enseignement supérieur, sujet dont on ne parle pas facilement, ne serait-ce que parce que les programmes ne sont pas gérés par un ministère et que les professeurs sont libres de donner les cours qu'ils ont envie de donner. La gestion des universités n'est pas faite par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Tout un processus et un contexte qui font que l'enseignement supérieur est un sujet délicat à saisir. Le principe de l'enseignement supérieur et de l'éducation est de travailler ensemble, de vivre ensemble et de se former ensemble dans la société dans laquelle on est aujourd'hui et dans laquelle on sera demain. Au REFEDD, la devise est de dire que le monde étudiant est une force essentielle pour construire demain. Je parle du monde étudiant dans sa globalité, c'est-à-dire les étudiants, les enseignants, les administratifs, les institutionnels et les partenaires. C'est tous ensemble que l'on peut construire l'éducation supérieure nécessaire pour que chacun ait sa place dans la société, trouve comment évoluer, se saisisse des opportunités. L'éducation est le point de départ et d'ancrage vers lequel aller pour faire une société plus juste et plus désirable pour tous et toutes demain.

La vie étudiante est importante, les associations sont très présentes et fourmillent de milliers d'idées qu'elles ont envie de mettre au service de leur campus, par exemple. Tout comme le conseil de vie lycéenne, un conseil de vie étudiante a sa place dans tout ce qui est gouvernance de l'établissement, propositions de stratégie politique, de gestion, etc. On peut avoir des choses à dire sur la gestion de son établissement, car on en est usager. L'éducation, c'est le moyen de travailler tous ensemble pour mener des projets à bien.

À propos de pédagogie, on parle de changement de pédagogie en primaire et en secondaire avec différentes pédagogies alternatives, dont l'apprentissage par projets. On a des formations qui fonctionnent par projets tutorés, qui nécessitent de savoir travailler en équipe dans un contexte pluridisciplinaire, on peut avoir des projets au service de la société. C'est demandé par les étudiants parce qu'ils réfléchissent à leur emploi de demain, certes, mais aussi à comment ils ont envie de vivre. L'apprentis-

sage du vivre ensemble et du faire ensemble fera que nous serons dans une société où nous serons bien et où nous aurons la place qu'il nous faut.

**THÉOPHILE GRZYBOWSKI** : Je suis chargé de mission auprès de l'association Coexister, qui fait travailler des croyants et non croyants et je travaille à l'UFCV, association nationale d'éducation populaire. Je suis aussi assistant d'éducation dans un lycée et j'étudie le droit.

Je n'ai pas de programme politique, mais j'ai des rêves. Je vais en partager trois : j'aimerais que les jeunes puissent expérimenter la différence, qu'on puisse passer du paradigme de la peur de l'inconnu à celui de la curiosité de l'inconnu. Quand on passe, avec Coexister, dans les collèges et les lycées et qu'on discute, on s'aperçoit que beaucoup n'ont jamais vu la différence autrement qu'à travers les réseaux sociaux ou les médias, qu'ils ne l'ont pas vécue, ni expérimentée. Je rêve qu'on expérimente cette différence, qu'on agisse avec la différence, pour nous rendre compte qu'elle est une vraie richesse. J'ai beaucoup appris de gens différents de moi sur le plan social, culturel, religieux et cela m'a questionné : qu'est-ce qui me fait grandir ? Quelle personne je veux être dans ce monde ? C'est pourquoi je pense que l'école doit s'ouvrir sur le réel, car il est très divers et que l'unité de notre pays ne passera que par la diversité.

Mon deuxième rêve est de donner de la place aux jeunes. J'aimerais pouvoir banir tous les conseils consultatifs de jeunes, car ce sont des tartufferies. Je suis sévère car je trouve dommage de cantonner les jeunes à ces conseils consultatifs, ou de ne leur demander leur avis en période électorale que sur les jeunes. Je rêve d'un monde où les jeunes vont pouvoir travailler avec des personnes jeunes depuis un peu plus longtemps, et d'autres jeunes depuis très longtemps. C'est important que cet aspect intergénérationnel soit vécu par les jeunes. Sur le plan politique, combien y a-t-il de moins de 30 ans dans les équipes de campagne des candidats ? Il est important qu'ils aient une place d'action et de décision.

Mon troisième rêve est d'amener les jeunes à avoir une autre réflexion sur les réseaux sociaux qui sont une chance, mais qui ont aussi beaucoup d'effets pervers et sont parfois des lieux de violence inouïe. J'aimerais organiser des états généraux du numérique pour réfléchir sur le sens. À quoi servent-ils ? Comment les utiliser à bon escient ? Je rêve d'avoir une discussion apaisée sur ces questions, car cela va être de plus en plus important pour les générations à venir.

**PIERRE-YVES STUCKI** : Avez-vous des réactions sur les propositions du livre ouvert ?

**BOSCO MÉNARD** : Nous en avons discuté ensemble et ce qui nous a paru le plus consensuel, c'est l'année de césure post-bac, d'inciter les jeunes bacheliers à prendre une année pour mûrir, découvrir d'autres choses, sortir du système français. C'est une mesure à appliquer d'urgence.

**SAMUEL BÉGUIN** : L'idée du portfolio de compétences me paraît très pertinente, ainsi que la formation au long terme. C'est très important de valoriser le fait de vouloir acquérir des compétences et des savoirs diversifiés au cours de sa vie, d'avoir le droit de changer de parcours.

**THÉOPHILE GRZYBOWSKI** : L'idée de l'ouverture de l'école à des personnes extérieures sur des projets pas uniquement scolaires. C'est un cadre dans lequel les jeunes peuvent grandir et ce droit au réel, au concret, me parle. L'école ne peut pas être fermée, ouvrir l'école à des acteurs extérieurs est fondamental.

**ASTRID BARTHÉLEMY** : Plusieurs propos m'intéressent. À propos de l'année de césure, une loi est sortie l'été dernier pour favoriser l'année de césure dans le cadre de l'enseignement supérieur comme en Allemagne ou dans le système anglo-saxon où, après trois ans d'étude, on peut prendre un an pour aller explorer le monde. J'ai été déçue par les échanges des politiques de ce matin que je n'ai pas trouvés constructifs. Je n'ai pas retrouvé l'envie de faire en sorte que l'enfant, le jeune, l'adulte en formation, soient au centre des préoccupations.